

Les stages non-rémunérés: une exploitation tentaculaire!

Pour la Journée internationale des stagiaires, nous nous mobilisons comme des milliers d'autres stagiaires dans différentes régions de l'Amérique du Nord et du monde pour dénoncer les abus et l'exploitation. La croissance de l'économie mondiale repose en partie sur la hausse du travail gratuit effectué par des millions d'étudiant.e.s dans le cadre de leur formation académique. Nous appelons à une mobilisation globale de tous les travailleurs et de toutes travailleuses, notamment l'ensemble des stagiaires, à réclamer un salaire et des conditions de travail convenables. Ras-le-bol d'être bénévole !

Les étudiant.es et les sans-emplois sont de plus en plus nombreux.ses à devoir accomplir obligatoirement des centaines d'heures de travail non rémunérées dans le cadre d'un stage, pour obtenir leur diplôme ou pour garnir leur CV. Cette augmentation survient dans un contexte de restructuration des politiques publiques, qui subissent depuis des décennies des compressions budgétaires de plusieurs millions de dollars, ainsi qu'un sous-financement chronique du communautaire. On se tourne donc de plus en plus vers le travail atypique (temps partiel, contractuel, etc.) et gratuit en recourant à l'embauche de stagiaires, généralement non protégé.es par la Loi sur les normes du travail, pour maintenir à bout de bras un système qui s'effondre.

Les stagiaires non-rémunérés sont majoritairement des femmes, tant dans les domaines du care que de la culture, et des personnes issues de l'immigration dont les diplômes acquis à l'international ne sont pas reconnus. On trouve également parmi les stagiaires des parents étudiants, des étudiant.es qui retournent aux études, des personnes vivant avec des maladies chroniques, physiques ou mentales. Ces personnes accomplissent leurs études et leurs stages au prix de sacrifices immenses. Cette réalité est d'autant plus inacceptable quand on sait que les stages en génie, en informatique et autres domaines traditionnellement masculins sont souvent bien payés.

Parce que le l'exploitation n'est pas une vocation, il faut lancer une commune offensive et organiser la grève générale des stages. L'interruption collective et politique des stages est la meilleure façon de faire pression sur les personnes qui profitent du travail gratuit des étudiant.es pour les forcer à nous accorder le salaire qui nous revient de droit.

Rassemblement pour la
rémunération des stages
10 novembre à 15h00
au Square-Victoria